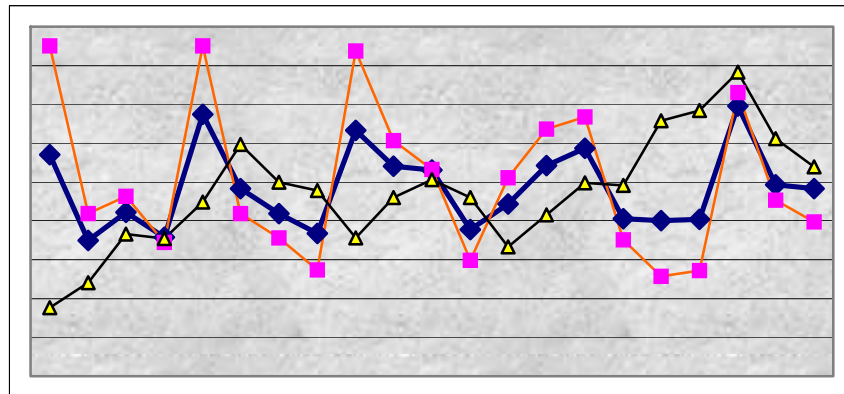


Republique du Tchad
Ministère du Plan, du Développement
et de la Coopération
Secrétariat Général
Institut National de la Statistique,
des Etudes Economiques et Démographiques

Note Trimestrielle de Conjoncture



PREMIER TRIMESTRE 2005

Juin 2005

TABLE DES MATIERS

Rubriques	Pages
SIGLES ET SIGNES CONVENTIONNELS	2
SYNTHESE DE LA SITUATION CONJONCTURELLE DU TCHAD AU QUATRIEME TRIMESTRE 2004 ET LES PERSPECTIVES POUR LES SIX PROCHAINS MOIS	3
I – ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL	4
I-1. Evolution et perspective de l'économie mondiale	4
I-2. Evolution du cours des matières premières et des devises	5
I-3. Evolution et perspectives économiques des pays de la CEMAC	5
II - INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION	7
III - LA PRODUCTION ET LES MARCHES AGRICOLES	7
IV - LE SECTEUR INDUSTRIEL	8
V - LE SECTEUR PETROLIER	9
VI – LE COMMERCE ET LES SERVICES	9
VII. LES FINANCES PUBLIQUES	12
VII.1. Evolution des recettes et dépenses budgétaires	12
VII.2. LA DETTE PUBLIQUE.	12
VII.2.1. Situation de la dette publique extérieure	12
VII.3. SITUATION MONETAIRE ET LA COMPETITIVITE	12
VII.3.1. La situation monétaire	12
VII.3. 2. La compétitivité	13

SIGLES ET SIGNES CONVENTIONNELS

BDL :	Brasseries Du Logone
BEAC :	Banque des Etats de l'Afrique Centrale
CEMAC :	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CNPS :	Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
CNRT :	Caisse Nationale de Retraite du Tchad
CST :	Compagnie Sucrière du Tchad
FMI :	Fonds Monétaire International
INSEED :	Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques
ND :	Non Disponibles
ONASA :	Office National de la Sécurité Alimentaire
PIB :	Produit Intérieur Brut
RGPHT :	Recensement Général de la Population et de l'Habitat au Tchad
SFI :	Statistiques Financières Internationales
SIM :	Système d'Information sur les Marchés
UE :	Union européenne
STEE :	Société tchadienne d'Eau et d'Electricité
\$:	dollars US
BRENT :	pétrole de référence sur le marché international

SYNTHESE DE LA SITUATION CONJONCTURE ECONOMIQUE AU PREMIER TRIMESTRE 2005 ET LES PERSPECTIVES POUR LES SIX PROCHAINS MOIS

Situation économique plutôt mauvaise

La situation économique du pays est marquée au premier trimestre 2005 par un ralentissement des activités productrices, une décélération des tensions inflationnistes et une bonne santé des finances publiques.

En effet, l'indice général de la production industrielle est en baisse de 1% en variation trimestrielle quoiqu'en glissement annuel, il enregistre un bond de 8%. Cette baisse serait le fait d'un fléchissement de 5% de l'indice du coton fibre et de 6% de celui des produits alimentaires.

L'indice général des prix connaît une stabilité en variation trimestrielle. Mais en glissement annuel, on observe un bond de 7,2%.

A fin mars 2005, les recettes budgétaires ont atteint 48 866 millions contre 27 417 millions un an plus tôt soit un taux d'exécution de 22,50%

Du côté des dépenses, à fin mars 2005, on enregistre 21 581 millions contre 14 731 millions un an plus tôt soit une hausse de 46,50%. En terme d'exécution annuelle budgétaire cela représente 8%.

Pour l'avenir, avec la signature en février 2005 d'un nouvel accord avec le FMI et la perspective de déblocage attendu de l'aide de l'Union Européenne, les finances publiques devraient s'améliorer sensiblement.

Au niveau de la demande, la consommation privée serait soutenue par la hausse attendue des revenus ruraux et des nouveaux recrutements prévus dans la loi des finances 2005. La consommation publique progresserait en liaison avec l'accroissement des

dépenses courantes de l'Etat et des investissements au profit des secteurs prioritaires.

L'encours de la dette extérieure devrait croître au cours des prochains trimestres en raison de la signature d'un nouveau programme triennal appuyé par la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance avec le FMI.

Du côté de l'offre, la production cotonnière qui a pleinement bénéficié de l'augmentation du prix au producteur à 190 F/kg, connaît quelques problèmes d'écoulement dus à la mise en place tardive des crédits de campagne.

Sous l'effet des gains de productivité réalisés par la compagnie sucrière du Tchad et du regain de la demande mondiale en gomme arabique, on assisterait à une consolidation de la production sucrière et gommifère. En revanche, la situation alimentaire serait perturbée du fait de déficit céréalier 2004/2005.

En liaison avec la découverte d'une quantité énorme d'eau dans le pétrole brut extrait des trois champs, le secteur minier connaîtrait un léger recul.

Dans le secteur secondaire, l'activité serait dopée par le regain de la demande et par l'amélioration de la prestation de la STEE suite à l'installation des groupes MBH.

Dans l'ensemble, le commerce et les services resteraient soutenus grâce à l'extension du réseau de l'opérateur de téléphonie mobile Celtel. Mais ce secteur resterait toujours perturbé par la concurrence accrue du secteur informel.

I-L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

Environnement international plutôt dynamique.

I.1. Evolution et perspective de l'économie mondiale

Pendant les six premiers mois de l'année 2004, l'expansion de l'économie mondiale s'est poursuivie empruntant le chemin d'une croissance plus dynamique et plus équilibrée.

Ainsi, les zones qui ont bénéficié d'un dynamisme remarquable en début de reprise (Etats-Unis, Chine, Japon) ont vu leurs activités ralentir depuis le printemps.

L'environnement économique mondial a toutefois été marqué par la poursuite de la hausse du prix du pétrole. Malgré une accalmie en début d'été, le cours du Brent a continué de suivre une tendance haussière en raison de la vigueur de la demande chinoise et américaine.

Cependant suivant les zones, la situation n'est pas la même :

En zone euro, le redémarrage engagé au second semestre 2003 s'est confirmé. Au premier semestre 2004, la croissance a été un peu supérieure à son rythme potentiel, et s'est établie sur une base plus large.

Aux Etats-Unis, la croissance s'est infléchie et a suivi un rythme proche de 3%. La consommation des ménages a ralenti comme prévu, quoique plus rapidement et plus fortement que prévu, en lien avec la disparition des stimuli macroéconomiques (fin des baisses d'impôts, chute des refinancements hypothécaires) et la poussée d'inflation due au prix du pétrole.

Le Japon quant à lui a continué de bénéficier d'une croissance soutenue, mais avec un net ralentissement au deuxième semestre - il est vrai faisant suite à six mois de croissance

exceptionnelle. La bonne orientation de l'investissement ne semble d'ailleurs pas remise en cause. La consommation privée est demeurée robuste : les ménages japonais reprennent progressivement confiance, le marché du travail étant plutôt mieux orienté.

La zone Asie a également ralenti récemment. En Chine, la conjoncture est d'une lecture difficile, mais il semble bien que la croissance se soit affaiblie à partir de printemps.

En 2005, la croissance économique mondiale pourrait atteindre un rythme annuel de 3^{3/4} soit un ralentissement de 1^{1/2} point par rapport au pic de la fin 2003 et début 2004.

S'agissant du pétrole, le scénario retenu est celui d'une légère détente. Le cours du baril se replierait très graduellement au cours de 2005, pour s'établir à 35 USD en fin d'année.

Tableau 1 : Perspective de l'économie mondiale.

PIB (%)	2002	2003	2004	2005
Monde	2,8	3,6	4,5	3,7
Dont : OCDE	1,7	2,2	3,4	2,7
USA	1,9	3,0	4,1	2,9
Japon	-0,3	2,5	4,2	2,3
Zone euro	0,9	0,5	1,9	2,2
Pays en transition	3,4	5,9	5,8	5,1
Amérique latine	-1,3	1,5	4,9	3,7
Pays du sud et l'Est de la méditerranée	4,8	4,9	4,5	4,3
Cours Brent (USD/baril)				
Annuel	25,0	28,8	36,7	36,5
T1	21,1	31,4	32,0	38,0
T2	25,1	26,1	35,4	37,0
T3	26,9	28,4	40,5	36,0
T4	26,8	29,4	39,0	35,0

Source : Agence internationale de l'énergie et Direction française des prévisions

I. 2 Evolution du cours des matières premières et des devises

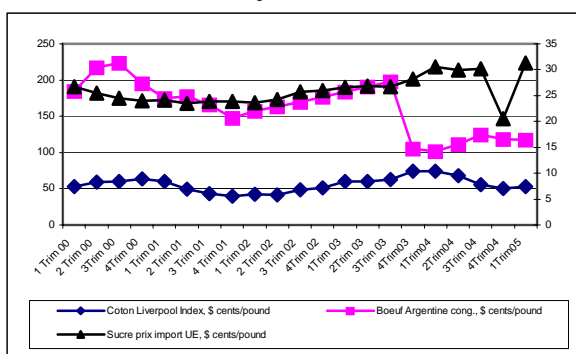
I. 2. 1 Cours des matières premières

Durant le deuxième trimestre 2005, les cours des matières premières ont augmenté dans leur ensemble.

La plus forte hausse est constatée au niveau du pétrole qui continue sa hausse entamée depuis un an. On note à cet effet une hausse de 4% en variation trimestrielle et 45% en glissement annuel. Cela peut être lié au problème irakien et à la demande sans cesse croissante de l'économie chinoise.

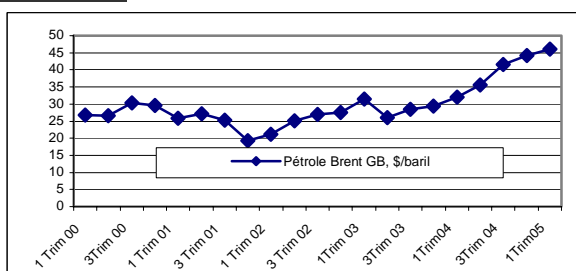
Le coton enregistre un bond de 4% en variation trimestrielle.

Figure1.1: Evolution du cours de quelques matières premières



Source: statistiques financières internationales

Figure1.2: Evolution du cours du Brent

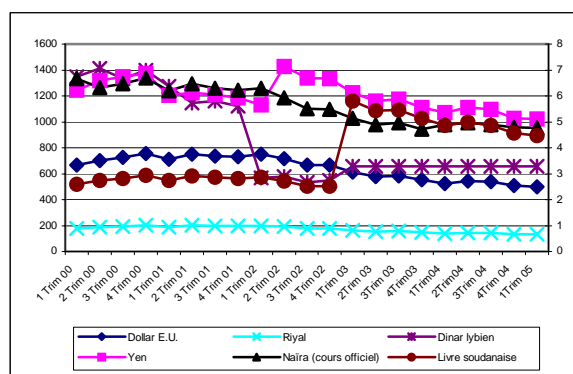


Source: statistiques financières internationales

I. 2.2 Cours des devises

Les devises ont dans leur ensemble connu une hausse en variation trimestrielle mais en glissement annuel on note une baisse.

Figure2 : Evolution des cours des devises



Source: statistiques financières internationales

I.3. Evolution et perspectives économiques des pays de la CEMAC

L'année 2004 s'est achevée sur une croissance du PIB réel de 7,9% pour la Sous région.

Pour l'année 2005, on envisage une Croissance économique globalement moins favorable que celle l'année précédente pour l'ensemble de la zone CEMAC. Le PIB réel s'établirait à 5%. Ce ralentissement s'explique par la moindre croissance des productions pétrolières tchadienne et équato-guinéenne qui était presque arrivés à leurs paliers maximum d'extraction à fin 2004. Les tensions inflationnistes resteraient contenues autour de 2,2 %.

On assisterait aussi pendant cette année à une chute sensible des recettes budgétaires. De 21,5% du PIB en 2004, elles se situeraient à 20,8% du PIB en 2005. Cette baisse des recettes budgétaires trouverait sa raison dans la baisse des recettes pétrolières qui, après avoir atteint 10,5% du PIB en 2004, devraient revenir à 9,4% du PIB en 2005. Les dépenses publiques resteraient pour leur part stables, de 17,1 % du PIB en 2004 à 17,6% du PIB en 2005. Il ressort que l'excédent budgétaire, base engagements, hors dons, se situerait à 3,3 % du PIB en 2005 contre 4,4 % un an plus tôt.

L'épargne nationale et l'investissement se situeraient pour leur part à 21,9% et 26,1% respectivement.

Le taux de couverture extérieure de la monnaie en constante progression, se situerait autour de 83,2 % en relation directe avec le niveau des réserves de change qui profiterait des cours du pétrole.

II- INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION A N'DJAMENA

Hausse modérée des prix à la consommation

Au cours du deuxième trimestre 2005, l'indice général des prix connaît une hausse en variation trimestrielle. Il passe ainsi à 217,7 points contre 210,6 points pour le trimestre précédent. En glissement annuel, on observe un bond de 10%.

Les produits alimentaires connaissent une hausse dans leur ensemble (+5%) en variation trimestrielle. Elle est le résultat surtout d'une hausse de 22% des prix des céréales, de 5% des Oléagineux, lait et œufs. Par contre, on note une baisse de 8% des viandes et poissons.

En glissement annuel, on enregistre une hausse de 15% au deuxième trimestre 2005 par rapport au même trimestre un an plus tôt pour les produits alimentaires. Cette hausse en glissement annuel des produits alimentaires tire principalement son origine de la hausse des prix du groupe des produits tels que les céréales (+67%) et les boissons (+5%).

Par contre sur la période, on notera une baisse de 7% du poste *Epicierie*.

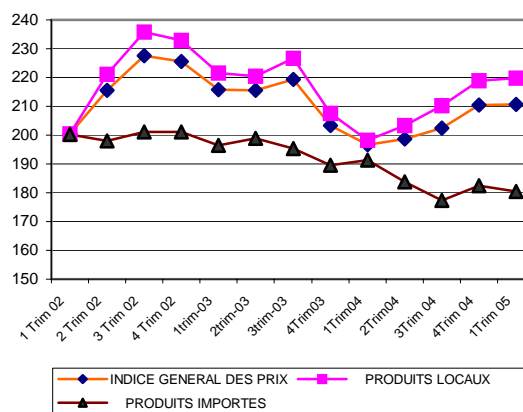
Au niveau des prix des produits non alimentaires, on note une stabilité en variation trimestrielle. Sur la même période, il est à relever une baisse respective de 2% de l'*Energie et éclairage et de soins et hygiène*. En glissement annuel, on note une baisse de 2%.

Les services connaissent dans leur ensemble une hausse de (+10,4%) Cette baisse serait liée à l'afflux des produits asiatiques à bon marché.

Après une légère hausse constatée au quatrième trimestre 2004, l'indice des produits particuliers a renoué ce

premier trimestre 2005 avec une baisse (-3%). Cette tendance de l'indice des produits particuliers tire essentiellement son origine d'une baisse des indices spécifiques comme l'huile (-9%), la farine de froment (-7%) et viande (-4%). Cependant, on note en glissement annuel une hausse pour la plupart des produits à l'exception de la farine de froment, du savon et de l'huile qui connaissent une baisse respective de 13%, 9% et 1%.

Figure3 : Evolutions des IPC à N'djamena



Source : INSEED

III. LA PRODUCTION ET LE MARCHE AGRICOLE

Production en baisse et hausse des prix sur les différents marchés

III-1. Le marché agricole

Sur les marchés, on note une hausse générale des prix en dehors d'Abéché qui connaît une baisse de 6%.

En glissement annuel, la même tendance haussière est observée sauf à Moundou où on note une baisse de 10%.

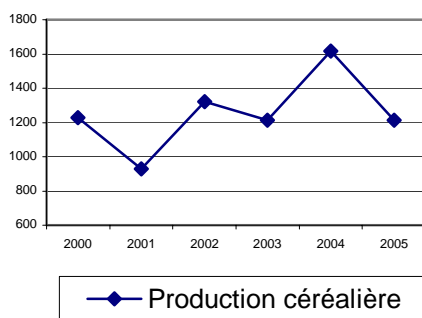
Cette tendance serait tributaire de l'émergence d'une insécurité entre les marchés d'approvisionnement et les centres de consommation causant une

rupture dans le circuit de commercialisation.

III.2. La production agricole (2004/2005)

Les estimations définitives de la Division des Statistiques Agricoles donnent une production céréalière de l'ordre de 1 215 000 tonnes, soit une baisse de 24,9% par rapport aux résultats définitifs de la campagne 2003/2004. Cette baisse serait le fait d'une mauvaise répartition pluviométrique conjuguée d'une réduction des superficies cultivables de 13,4% enregistrée au cours de la campagne. Il faut ajouter à cela les ravages causés par les ennemis des cultures.

Figure4 : Evolution de la production céréalière (milliers de tonnes)



Source : données DSA

V. LE SECTEUR INDUSTRIEL

Ralentissement des activités

En ce premier trimestre 2005, le secteur industriel connaît une baisse dans son ensemble. En effet, l'indice général de la production industrielle est en baisse de 3% en variation trimestrielle. Cependant, en glissement annuel, elle connaît une baisse spectaculaire de 11% sous l'effet conjugué de la production des bières et celle de l'huile.

Suivant les différents secteurs, la

situation n'est pas la même :

Nonobstant les difficultés récurrentes liées aux coûts des facteurs de production toujours élevés et les difficultés de recouvrement, la STEE enregistre ce premier trimestre 2005 une hausse de 20% en variation trimestrielle passant de 21 054 000 kWh à 25 265 000 kWh. Par rapport à la même période de l'année précédente, elle connaît une amélioration de 44%.

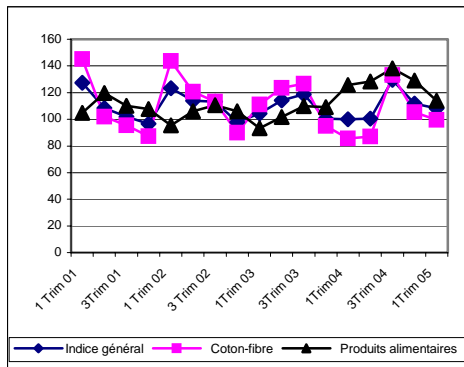
La production de l'eau connaît aussi une hausse de 70% en ce premier trimestre 2005. Elle passe de 4 031 000 m³ à 6 873 000 m³. Par contre, en glissement, la production d'eau est en baisse de 70%.

L'embellie serait le fait de la mise en service des groupes électrogènes MBH d'une capacité de 12 mégawatts acquis en Allemagne sur financement libanais. Il est prévu la construction d'une centrale de 25 mégawatts à Farcha, pour étendre le réseau électrique aux quartiers périphériques de N'djaména.

Dans les autres industries du secteur agroalimentaire (brasseries notamment), l'activité s'est dopée. En effet, les BDL et la CST enregistrent respectivement une hausse respective de 16% et de 37% en variation trimestrielle. En glissement annuel, la situation est la même pour ces sociétés : les BDL enregistrent une baisse de 11% et la CST (-7%).

Malgré la concurrence affichée de British American Tobacco (BAT), la MCT continue avec sa tendance haussière entamée depuis le quatrième trimestre 2004. Cependant en glissement annuel on enregistre une hausse de 8%.

Figure 5 : Evolution des indices de production industrielle



Source : INSEED

V. LE SECTEUR PETROLIER

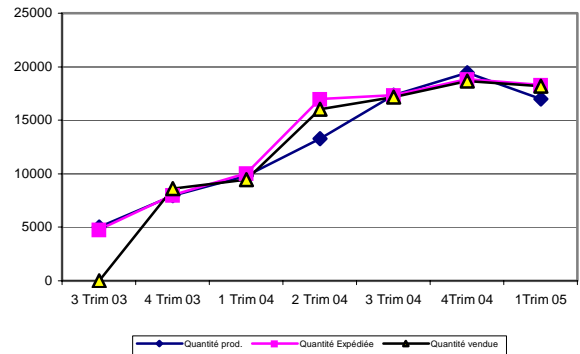
Chute drastique du secteur

La production du pétrole a connu une baisse de 13% au premier trimestre 2005 se situant à 17 012 000 barils contre 19 457 000 barils au quatrième trimestre. En glissement annuel, on observe une augmentation de 73% passant de 9 818 000 barils au premier trimestre 2004 à 17 012 000 barils au premier trimestre 2005.

Aussi, il est à noter que la quantité expédiée a connu un fléchissement de 3% tout comme la quantité vendue. Par rapport à la même période un an plutôt, on observe une hausse de 83% pour la quantité expédiée et 92% pour la quantité vendue.

Du point de vue redevances versées, on note une baisse de 2% par rapport au quatrième trimestre 2004. En revanche, par rapport à la même période un an plus tôt, on observe une hausse importante des redevances versées de l'ordre de 93%.

Figure 6 : Evolution de la production et vente du pétrole (milliers de barils)



Source : données du Ministère du pétrole

VI - LE COMMERCE ET LES SERVICES

Evolution mitigée

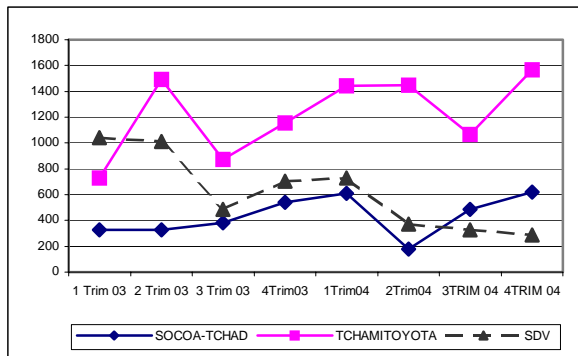
Durant le quatrième trimestre 2004, le secteur commerce connaît dans son ensemble une activité contrastée se traduisant par une hausse globale du chiffre d'affaires mais aussi par une baisse de l'emploi et de la masse salariale dans le commerce.

VI.1. Le commerce

VI.1.1 Le chiffre d'affaires

Le secteur commercial connaît dans son ensemble une reprise au quatrième trimestre 2004. Cette situation se traduit par une hausse du chiffre d'affaires des sociétés Tchami-toyota et SOCOA-TCHAD mais au contraire par une baisse pour la SDV. La hausse la plus marquée du chiffre d'affaires est celle enregistrée par Tchami-toyota (47% en variation trimestrielle). En glissement annuel, Tchami-toyota enregistre une hausse de 35% alors que la SDV connaît une baisse de 59%. Cette baisse serait le fait de la concurrence très active du secteur informel.

Figure 7: Evolution du chiffre d'affaires dans le commerce (millions de FCFA)



Source: données des entreprises concernées

VI.1.2. L'emploi dans le commerce

Suivant les trois sociétés, l'évolution de l'emploi n'est pas la même ce trimestre : il reste stable au niveau de Tchami-toyota alors qu'il connaît une évolution à la baisse pour la SOCOA-TCHAD et pour la SDV respectivement de 3% et 16% par rapport au trimestre précédent.

En glissement annuel, on observe une hausse de 17% au niveau de SOCOA-TCHAD et 33% pour la Tchami-toyota pendant que la SDV connaît une baisse de 27%.

Figure 8: Evolution de l'emploi dans le commerce (nombre de personnes)

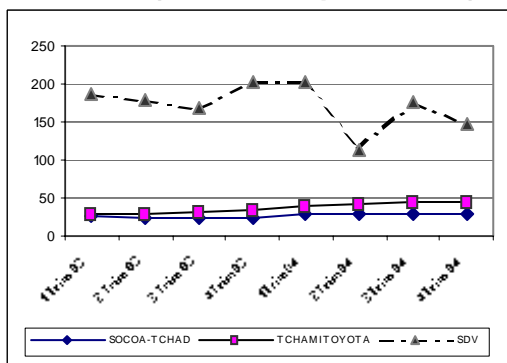
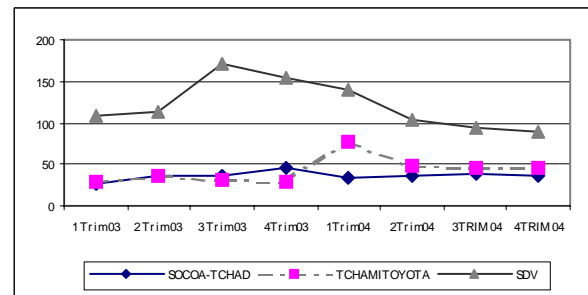


Figure 9: Evolution de la masse salariale dans le commerce (millions de FCFA)



Source: données des entreprises concernées

VI.2. Les services

Au deuxième trimestre 2005, le secteur des services connaît dans son ensemble une situation relativement meilleure par rapport au trimestre précédent.

VI.2.1. Le chiffre d'affaires dans les services

A l'exception de Pharmacie dont le chiffre d'affaires est resté stable sur la période, les autres secteurs évoluent positivement pendant ce premier trimestre de l'année 2005. On note pour une hausse respective du taux de croissance de 120% et 169% pour la téléphonie et l'hôtellerie. En glissement annuel, les trois secteurs connaissent la même tendance.

Figure 10 : Evolution du chiffre d'affaires dans les services (millions de FCFA)

Source: données des entreprises concernées

VI.1.3. La masse salariale dans le commerce

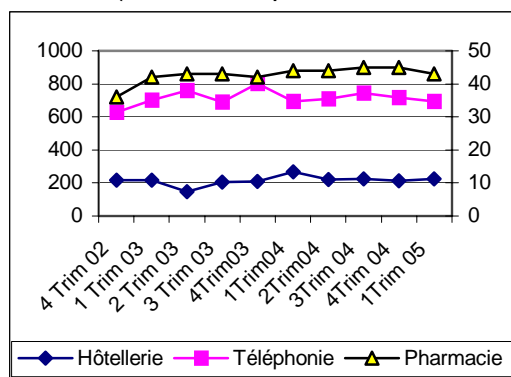
Contrairement au niveau de chiffre d'affaires et de l'emploi, la masse salariale a fortement baissé ce trimestre pour la SOCOA-TCHAD (8%), la SDV (7%). Cependant la Tchami-toyota connaît une stabilité de sa masse salariale.

Source: données des entreprises concernées

VI.2.2. L'emploi dans les services

Au premier trimestre 2005, l'emploi connaît une baisse respective de 3% et 4% par rapport au trimestre précédent pour le secteur *téléphonie* et *pharmacie*. Cependant le secteur *hôtellerie* connaît une hausse de 4%. En glissement annuel, on note une forte baisse au niveau de l'hôtellerie (-16%)

Figure 11 : Situation de l'emploi dans les services (nombre de personnes)

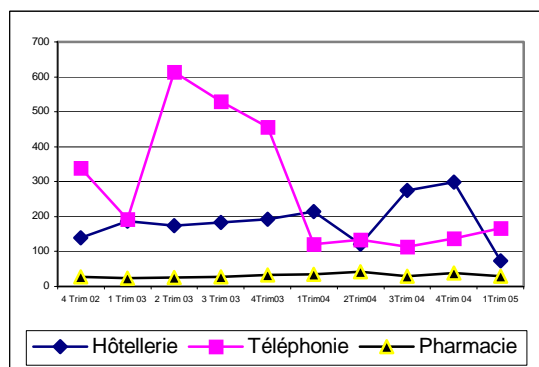


source: données des entreprises concernées

VI.2.3. La masse salariale dans les services

Durant le premier trimestre 2005, la masse salariale est en baisse considérable pour les secteurs *l'hôtellerie* et *pharmacie*. Elle est respectivement de 75% pour l'hôtellerie et 24% pour la pharmacie. En glissement annuel, on observe une forte hausse pour la téléphonie (+38%).

Figure 12 : Situation de la masse salariale dans les services (millions de FCFA)



Source: données des entreprises concernées

VI.3 Importation et mise à la

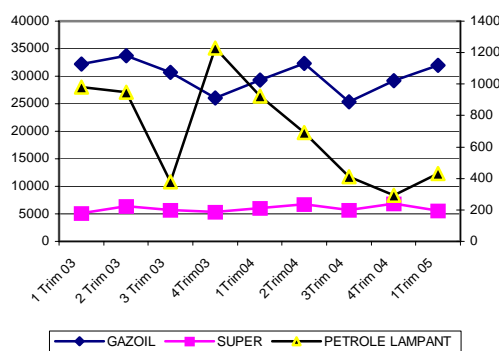
consommation d'hydrocarbures

La mise à la consommation des hydrocarbures connaît une hausse importante en ce trimestre sauf pour le Super qui enregistre une baisse aussi bien en variation trimestrielle qu'en glissement annuel.

Cette baisse de la consommation du Super trouverait ses explications dans le développement du secteur informel.

S'agissant des importations, la tendance reste la même que celle observée au niveau de la mise à la consommation.

Figure13: Evolution de la mise à la consommation des hydrocarbures (milliers de litres)



source : données de la fiscalité pétrolière

VII- LES FINANCES PUBLIQUES

Bonne santé des finances publiques

VII.1. Evolution des recettes et dépenses budgétaires

A fin mars 2005, les recettes budgétaires ont atteint 48 866 millions contre 27 417 millions un an plus tôt soit un taux d'exécution de 22,50% du budget 2005. Ce qui est presque une performance compte tenu de la courbe des recettes généralement observée sur l'année.

Du côté des dépenses, à fin mars 2005, on enregistre 21 581 millions contre 14 731 millions un an plus tôt soit une hausse de 46,50%. En terme d'exécution budgétaire cela représente 8%.

Tableau 2: suivi de l'exécution budgétaire

	PREVU 2005	REALISE mars-04	REALISE mars-05	variation mars-05/mars-04	Exec.05
RECETTES BUDGETAIRES	217179	27417	48866	78,23%	22,50%
Recettes fiscales	125262	23929	22544	-5,79%	18%
Recettes non fiscales	79917	1253	24709	1871,99%	31%
Recettes en capital	12000	2235	1613	-27,83%	13%
Aides, Dons, Subventions	0	2171	3194	47,12%	
Emprunts Ressources exceptionnelles	0	0	0		
Recettes à imputer et à régulariser		3772	6638	75,98%	
Variation de créances		3299	4709	42,74%	
DEPENSES BUDGETAIRES	283590	14731	21581	46,50%	8%
Service de la dette	11316	0	11		0%
Dotation des pouvoirs publics	125102	14724	14865	0,96%	12%
Interventions de l'Etat	41084	7	4495	64114,29%	11%
Amortissement de dette pub.	29329	0	340		1%
Equipement- Investissement	76759	0	1870		2%
Investissement sur resexcept					
Dépenses à imputer		2791	5471	96,02%	
Variation des dettes		14235	21902	53,86%	
RECETTES BASE ENCAISSEMENT	217179	27890	50795	42,22%	82,62
DEPENSES BASE DECAISSEMENT	283590	31757	48954	-6,71%	61,45
DEFICIT HORS SUBV ET EMPRUNT	-66411	-3867	1841	-108,50%	-7,76

Source: Trésor Public

VII.2 LA DETTE PUBLIQUE

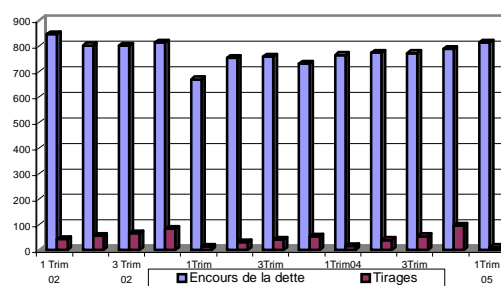
VII.2.1 Situation de la dette publique extérieure

L'encours de la dette extérieure a atteint 813,5 milliards de FCFA au premier trimestre 2005 alors qu'il était de 787,9 milliards à la fin du quatrième trimestre 2004, traduisant une augmentation de 3% en variation trimestrielle.

Par contre les tirages connaissent une baisse tant en variation trimestrielle qu'en glissement annuel, ils se chiffrent à 12,2 milliards de FCFA alors qu'ils étaient de 96,7 milliards au trimestre précédent.

Les remboursements effectués à la fin de ce trimestre sont évalués à 3,6 milliards de FCFA, dont 3 milliards sur crédit multilatéraux, 0,6 milliards sur crédit bilatéraux.

Figure 14 : Evolution de la dette extérieure (milliards de FCFA)



Source : direction de la dette

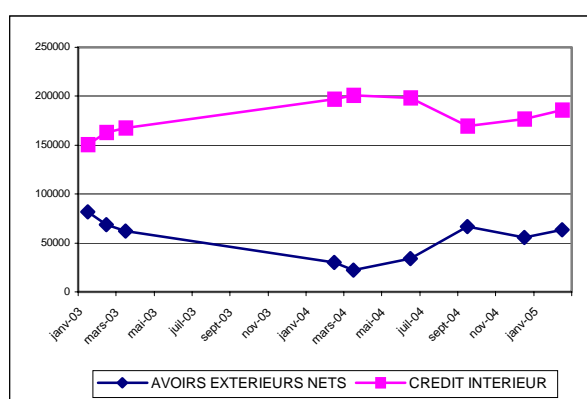
VII.3 La situation monétaire et la Compétitivité

VII.3.1. La situation monétaire

A fin février 2005, les avoirs extérieurs nets ont connu une hausse de 111% par rapport à février 2004.

En ce qui concerne le crédit intérieur, on constate une baisse de 6% sur la période.

figure15 : Evolution de la situation monétaire.



Source : données BEAC

VII.3.2 La compétitivité.

Après une baisse constatée au troisième trimestre 2004, l'indice des prix à la consommation relatif poursuit sa hausse entamée au quatrième trimestre 2004. C'est ainsi qu'on constate une hausse de 2,1% de son niveau en variation trimestrielle et de 0,3% en glissement annuel. En outre, le taux de change effectif nominal connaît une légère baisse tant en variation trimestrielle qu'en glissement annuel. Par contre, le taux de change effectif réel connaît une hausse de 2,3% en variation trimestrielle et de 0,9% glissement annuel.

Tableau 3: évolution des indicateurs de compétitivité

	1Trim04	2Trim04	3Trim 04	4Trim 04	1Trim 05	1T05/4T04	1T05/1T04
Indices base 4/1/1994=100							
Prix à la conso. relatif	195,2	191,2	188,8	191,7	195,7	2,1%	0,3%
Taux de change effectif nominal	100,8	101,6	101,1	100,3	100,1	-0,2%	-0,7%
Taux de change effectif réel	198,3	192,8	191,2	195,8	200,2	2,3%	0,9%

Source:INSEED

Ont participé à la confection du bulletin de conjoncture

Coordonnateur des travaux :

- **OUSMAN ABDOULAYE HAGGAR**, Directeur Général de l'Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques
- **YOUSSEF AWARE NEISSA**, chef du Département des Synthèses et Statistiques Economiques ;

Rédaction :

- **MAMADOU ISSA BABA**, Chef de Division de la Conjoncture et des Prévisions Macroéconomiques
- **FANGAMLA MARANDI**, Chargé de la Conjoncture

Comité de lecture :

- **MAMADOU ISSA BABA**, Chef de Division de la Conjoncture et des Prévisions Macroéconomiques
- **THEMOI DEMSOU**, Chef de Division des Comptes Nationaux et Etudes Economiques
- **LAOUKOURA KAGUEROU**, Chef de Division des Statistiques du Monde Rural

- **TABO SYMPHORIEN N'DANG**, Cadre à la Comptabilité Nationale

Collecte et Traitement des données

- **FANGAMLA MARANDI**, statisticien à l'INSEED

Toutes les correspondances concernant la note trimestrielle de conjoncture sont à adresser à :

**Monsieur le Directeur Général de l'Institut National de la Statistique,
des Etudes Economiques et Démographiques,
B.P. 453, N'Djaména – TCHAD.
Tél. (235) 52 31 64 Fax : (235) 52 66 13
Email : inseed@intnet.td
Site : www.inseed-tchad.org**